Déclaration de France Amérique Latine

Pour l'Europe, pour l'Amérique Latine et la Caraïbe, pour le Monde... NON au Traité Constitutionnel européen !

Dans le débat sur le Traité constitutionnel, il n'est pas inutile pour celles et ceux qui se penchent sur les rapports Europe/Monde de prendre en considération la partie du document consacré aux accords internationaux. Dès l'article I-3, le document présente « *le commerce libre et équitable* », comme une valeur de l'Union qu'elle veut promouvoir en y défendant « *ses intérêts* ». L'article III-314 défend, au nom « *de l'intérêt commun* », « *la suppression progressive des restrictions aux échanges internationaux et aux investissements étrangers directs* », et « *la réduction des barrières douanières et autres* ». Par ces derniers mots, c'est toute l'orientation de l'Union européenne en harmonie avec l'Organisation mondiale du commerce que l'on retrouve dans les accords d'Association économique, Concertation politique et Coopération ("accords globaux") comme ceux signés avec l'Amérique latine.

L'expérience latino-américaine de ces accords, présentés aux peuples de ces pays comme une avancée démocratique et alternative à la politique des Etats-Unis, nous en dit long sur l'avenir qu'on nous promet en Europe avec ce Traité. En effet, l'Amérique latine peut être considérée comme un laboratoire de la mondialisation capitaliste, un continent où les ravages du libéralisme sont visibles avec une clarté absolue, un continent aussi qui préfigure notre situation en Europe, si les résistances et les mouvements sociaux ne parviennent pas à inverser les logiques dominantes actuelles.

Depuis leur application en Amérique latine ces accords ont imposé, au nom de la Liberté, « des réformes économiques » que ces gouvernements ont respectés avec beaucoup de discipline, d'espoir et d'entêtement. Un modèle qui comme en Argentine ou ailleurs ont fait pourtant la preuve de leur échec. Les privatisations des entreprises publiques puis des services publics, les investissements européens directs (pour leur grande majorité), la baisse des dépenses sociales, l'exemption des contrôles des changes, l'abandon des mesures visant à limiter le rapatriement des bénéficiaires de la part des sociétés transnationales, les restrictions voire les pillages des ressources naturelles, la « déprotection » des salariés, ... cet ensemble de mesures n'a conduit qu'à l'appauvrissement des peuples et au renforcement de la domination économique des Multinationales européennes sans qu'il ne procure une amélioration du sort des populations des pays concernés. Comme en Europe, durant ces quinze dernières années, le chômage s'est accru, ainsi que la caractéristique précaire et informel de l'emploi. En Amérique latine, 13% de la population est analphabète, alors que l'époque est au surdéveloppement technologique ; la dette, qui se chiffrait à 300 milliard de dollars en 1985, dépasse maintenant les 725 milliards ; les dégâts écologiques s'aggravent et une baisse drastique des budgets sociaux a fait bondir le niveau de pauvreté qui touche 43% de la population, soit 220 millions de personnes. Dans le même temps, les Européens voient leurs acquis sociaux remis en cause, leurs services publics privatisés un à un, s'aggraver leur mise en concurrence, monter le chômage et la précarité...

Au delà de l'économique et du social, ce glissement constitutionnel vers le social-libéralisme rejoint les résolutions adoptées par le Conseil hémisphérique de défense de l'Organisation des Etats Américains (OEA), le 28 octobre 2003 alors que se préparait le Traité. L'OEA avançait le « *concept de sécurité hémisphérique* » dérivé de la doctrine de Sécurité nationale étasunienne et reconfiguré pour devenir multidimensionnel, intégrant « *les menaces nouvelles* » à la fois politique, économique et social. Il requalifiait les « *menaces intérieures* » en y associant les migrations, le terrorisme... Il réaffirmait le lien entre l'économie de marché, les accords de libre échange et la sécurité nationale. Il rejetait la démocratie participative et des expériences comme celle du Venezuela, donnant ainsi tout son sens à la tentative de coup d'Etat qui s'est déroulée dans ce pays.

Cette démarche, nous la retrouvons tout naturellement dans différents articles du Traité, de celui qui prône le Libéralisme comme seule valeur constitutionnelle à son article I-41 sur le Développement des moyens militaires des pays de l'Union. Ce dernier trouve dans l'article III-309 un détail de ses missions auxquelles cette « *capacité opérationnelle* » peut être affectée. Au delà de celles qui ont un caractère humanitaire ou de maintien de la paix, il est dit que l'Union s'offre la possibilité d'utiliser « *ses forces de combats* » pour « *la gestion des crises* », une notion assez floue pour justifier toute intervention en dehors des frontières de l'Union, et où l'on reparle « *de lutte contre le terrorisme* », sans que soit précisé ce que recouvre cette notion.

Au regard de l'histoire de l'Amérique latine, l'Europe ne peut donc pas être vue comme le moyen de contrebalancer la domination mondiale des Etats-Unis ; elle l'accompagne mais en défendant « *les intérêts* » de

ses multinationales, par ailleurs financées, en partie, par les fonds de pensions américains. D'une manière perverse, l'Union européenne utilise la politique de coopération comme instrument de pénétration de ses entreprises, tout en contribuant par ailleurs à une militarisation du continent par les accords de coopération en matière de sécurité.

Les critères et fondamentaux des accords commerciaux mis en œuvre par l'Union Européenne (UE) en Amérique Latine, que reprend en les renforçant le Traité constitutionnel, ne diffèrent donc en rien de ceux des Etats-Unis, si ce n'est la clause du respect des droits démocratiques, stipulé en son article 1 mais remis en cause à son article 51 qui rejette ces droits dans la mesure où ils viendraient à contrarier les accords économiques la concurrence « *libre et non faussée* »... C'est cette logique que l'on retrouve finalement dans tout le Traité !

Ce qui se déroule actuellement, comme le montrent aussi bien les réunions du G8 que la Convention européenne qui a réuni en 2004 les pays les plus puissants de l'Union, est un processus profond de confrontation, non antagonique, bien que parfois contradictoire, avec pour objectif la réorganisation du Monde. C'est la forme de gestion pour le futur de la planète qui est en question mais non de la mise en place « d'une troisième voie ». D'un côté les Etats unis d'Amérique et leurs partenaires, dont la Grande Bretagne, projettent un capitalisme unipolaire sous leur hégémonie et géré par les institutions financières connexes ; de l'autre, un capitalisme multipolaire géré politiquement depuis les Nations Unies avec la participation de leurs propres institutions financières et multinationales. L'aggravation de la concurrence économique et l'offensive militariste des USA obligent l'UE à accélérer la construction d'un appareil supra-étatique capable d'articuler et de défendre « *ses intérêts* ».

En cela, apprécier la politique de l'UE dans le Monde éclaire sur ses véritables intentions en Europe. Ainsi en est-il de sa persistance à imposer la Directive Bolkestein, puisque pour l'Union Européenne l'importance c'est la préservation « *des intérêts* » des multinationales et rien d'autre. Au travers de l'expérience des peuples latino-américains, il est évident que l'Europe du Capital n'est pas un facteur de progrès et de promotion des droits humains. Alors que l'accumulation des richesses et des connaissances permettraient de nouvelles avancées de civilisation, les politiques libérales accélérées par Maastricht et demain par le Traité constitutionnel, aggravent les inégalités, le chômage, la précarité, les délocalisations, l'exploitation, en Europe comme dans le monde.

L'adoption du projet de constitution libérale européenne parce qu'il est bien ce modèle de "cohésion sociale" que l'UE prétend promouvoir en Amérique latine et les Caraïbes, nous donne la mesure du travail que nous, associations européennes avons à mener sur notre propre sol, pour nous même mais aussi pour une véritable solidarité internationale avec les peuples d'Amérique Latine et des Caraïbes.

Le mouvement social européen, au travers du Réseau bi-continental avec l'Amérique latine, de Paris à Porto Alegre, en passant par Londres, lors des derniers Forums Sociaux, a cherché à créer les conditions d'un rapprochement pour travailler à une vraie alternative. Pour le Réseau Europe/Amérique Latine, l'amélioration des relations entre l'Union européenne et l'Amérique Latine passe par une réduction des asymétries structurelles et financières de l'échange inégal, par la reconnaissance du pillage historique dont le « nouveau monde » a fait l'objet et par celle des avantages qui découleraient du renforcement du patrimoine culturel commun. L'Europe pourraient notamment jouer un rôle important dans l'impulsion - au niveau international - d'une reconnaissance des droits et culture indigènes, et favoriser l'utilisation d'instruments juridiques en ce sens.

Il faut augmenter et transformer qualitativement et quantitativement la coopération dans la perspective d'un développement réellement solidaire. Un tout premier pas serait de tenir les engagements que l'Europe a pris à l'OMC au sujet de sa politique agricole commune ; au Forum de Monterrey au sujet du financement extérieur ; au sommet de Kyoto au sujet de l'environnement et devant les citoyens européens, au sujet de la paix et de l'équilibre dans le monde. Ce qui est loin d'être le cas (par exemple, en Colombie) ! Il est aussi nécessaire d'annuler la dette des pays du Sud, dette qui a été déjà remboursée plusieurs fois par le jeu des intérêts. Fondamentalement, c'est à une nouvelle relation entre les peuples de la planète qu'il nous faut nous attacher, relation fondée sur le partage des ressources et des savoirs, tout comme sur le droit inaliénable à l'autodétermination.

Une Autre Europe, sociale, démocratique et solidaire, est à construire et le projet de Traité constitutionnel par son approche libérale ne va pas dans ce sens. Il y va donc de l'intérêt des européens, comme des latino-américains, des caraïbéens et des peuples du monde, de dire NON à ce TRAITE CONSTITUTIONNEL, le 29 mai prochain.

C'est l'invitation qu'a lancée France Amérique Latine (FAL) lors de sa dernière assemblée générale.

Fabien Cohen - Secrétaire général de FAL (<http://www.franceameriquelatine.fr>)